



Edition 2006

Entreprises sélectionnées dans la catégorie :

## **ENVIRONNEMENT**

Informations détaillées en allemand ou en anglais : [www.publiceye.ch/nominierungen](http://www.publiceye.ch/nominierungen)

# Alcoa

Siège principal :	Pittsburgh, PA, USA
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	US\$ 23.5 milliards/US\$ 1.4 milliards
Secteur :	Mines, métallurgie, énergie
Propriétaire(s) :	SA cotée en bourse
Nb. d'employés :	Fév. 2005 : 131'000 personnes
CEO :	Alain Belda
Participant au WEF 2006 :	oui
Proposé pour le Public Eye Award par :	International Rivers Network, Brésil

## Résumé

Alco est la plus grande firme de production d'aluminium et d'oxyde d'alumine au niveau mondial. L'International Rivers Network a proposé Alcoa pour le Public Eye Award dans la catégorie Environnement pour la construction de plusieurs barrages dont les suites ont été catastrophiques sur le plan humain et environnemental. Des infractions répétées sur différents sites de production Alcoa à plusieurs accords sur la protection de l'environnement ont aussi donné lieu à la critique. L'International Rivers Network exige l'annulation de la construction prévue de nouveaux barrages dans l'Amazonie brésilienne et celle du projet de production d'énergie hydraulique Karahnjukar en Islande.

## Etat actuel

Actuellement, Alcoa est impliquée dans plusieurs projets de barrages douteux. Avec son projet hydraulique en Islande, l'entreprise est en train de compromettre la deuxième réserve naturelle d'Europe. Cette région est un site de reproduction pour de nombreuses espèces d'oiseaux et elle est connue pour sa grande biodiversité. Au Brésil, Alcoa prévoit d'investir un milliard de dollars dans la construction du barrage de Belo Monte. En mettant en péril plusieurs milliers de km<sup>2</sup> de forêt tropicale, c'est l'espace de vie des indigènes qui est menacé. Environ 16 000 personnes risquent un déplacement forcé.

Revendications du International Rivers Network à Alcoa :

- Interruption du projet d'énergie hydraulique dans l'Amazonie brésilienne ;
- Arrêt du projet hydraulique Karahnjukar en Islande, qui ne doit en aucun cas être poursuivi sous sa forme actuelle.

## Informations supplémentaires et liens :

- [www.irn.org](http://www.irn.org)

# Bayer AG

Siège principal :	Leverkusen, Allemagne
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	€ 29'758 millions/€ 603 millions
Secteur :	semences et pharmacie
Propriétaire(s) :	SA cotée en bourse
Nb. d'employés :	2004 : 113'825 personnes
CEO :	Werner Wenning
Participant au WEF 2006 :	oui
Proposé pour le Public Eye Award par :	Greenpeace Australie-Pacifique, Australie

## Résumé

Selon Greenpeace Australie-Pacifique, le groupe allemand Bayer est responsable du cas le plus grave de contamination par des organismes génétiquement modifiés (OGM) en Australie. En juin 2005, des traces du « Topas » de Bayern, un colza génétiquement modifié pour être résistant aux herbicides, a été trouvé dans du colza traditionnel. Au lieu de réagir de manière responsable, l'entreprise a minimisé l'ampleur de la contamination, proclamant que de telles traces étaient chose courante de nos jours dans les productions agricoles. Greenpeace demande que Bayer assume l'entière responsabilité de la contamination, de même que la réparation des éventuels dégâts en découlant.

## Etat actuel

Greenpeace propose aux gouvernements des Etats australiens d'avoir une tolérance nulle en ce qui concerne les contaminations génétiques et d'introduire des lois contraignantes, dans le but de protéger les agriculteurs, les consommateurs et la nature. Greenpeace exige de Bayer :

- Que la firme assume l'entière responsabilité par rapport aux produits qu'elle conçoit, fait breveter et vend ;
- Que Bayer assume l'entière responsabilité de tous les cas de contamination et dégâts causés par ses produits.

## Informations supplémentaires et liens :

- [www.greenpeace.org.au/ge/](http://www.greenpeace.org.au/ge/)

# Chevron Corp. (anc. ChevronTexaco)

Siège principal :	San Ramon, Californie, USA
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	US\$ 151 milliards/US\$ 13.3 milliards
Secteur :	Matières premières, pétrole et gaz
Propriétaire(s) :	SA cotée en bourse
Nb. d'employés :	2004 : 47'000 personnes
CEO :	David J. O'Reilly
Participant au WEF 2006 :	oui
Proposé pour le Public Eye Award par :	Amazon Watch, USA

## Résumé

Durant près de 30 ans, ChevronTexaco a pollué de grandes régions amazoniennes du Nord de l'Equateur. Afin d'économiser de l'argent, l'entreprise adoptait des méthodes d'extraction du pétrole sommaires. Raison pour laquelle les populations indigènes établies dans ces régions ont vu leurs conditions sanitaires se dégrader de façon dramatique. Tout un groupe a même complètement disparu. ChevronTexaco a toujours refusé d'assainir les régions touchées. C'est précisément ce qu'exige Amazon Watch de la part de Chevron.

## Etat actuel

En réponse à l'atteinte à l'environnement et à la situation de détresse sanitaire dans les régions du Nord de l'Equateur, 30 000 personnes concernées déposèrent plainte contre l'entreprise en mai 2003. Elles exigent de Chevron des mesures complètes d'assainissement. C'est la première fois qu'une compagnie pétrolière multinationale états-unienne doit accepter la jurisprudence d'un tribunal étranger. Le jugement sera exécutoire aux USA.

En août 2002, Amazon Watch a lancé la campagne « Clean Up Ecuador » qui soutient activement la lutte des communautés indigènes et paysannes victimes des actes de ChevronTexaco, afin qu'elles obtiennent réparation. Concrètement, Amazon Watch demande à Chevron :

- Le financement et la réalisation de mesures d'assainissement de grande envergure dans les régions dont les ressources naturelles ont été exploitées ;
- Un dédommagement pour les communautés locales dont les conditions d'existence ont été détruites ;
- L'accès des soins convenables et à l'eau potable pour les populations concernées.

## Informations complémentaires et liens :

- [www.chevrontoxico.com](http://www.chevrontoxico.com)
- [www.amazonwatch.org](http://www.amazonwatch.org)

# Coca-Cola

Siège principal :	Atlanta (Georgie), USA
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	US\$ 22 milliards/US\$ 4.8 milliards
Secteur :	Boissons sans alcool
Propriétaire(s) :	SA cotée en bourse
Nb. d'employés :	39'000 personnes
CEO :	Neville Isdell
Participant au WEF 2006 :	oui
Proposé pour le Public Eye Award par :	India Resource Center, Californie, USA

## Résumé

Selon le India Resource Center, le plus grand producteur de concentrés pour boissons sans alcool est responsable de pénuries d'eau, de pollutions de nappes phréatiques et des sols aux alentours de ses usines de conditionnement, et de l'épandage de déchets toxiques comme engrais. Le India Resource Center exhorte Coca-Cola à assainir les eaux et sols dégradés, en accompagnant ces mesures de dédommagements pour les habitants des régions touchées.

## Etat actuel

Coca-Cola refuse toute responsabilité pour les actes dont il est accusé. L'ignorance dont la compagnie fait preuve n'est pas sans susciter nombre de réactions. Ces derniers temps, des groupes de communautés particulièrement concernées ont renforcé leur opposition face à la compagnie. La multinationale a rétorqué à ces critiques par la mise sur pied d'une campagne de relations publiques. L'agence de relations publiques *Perfect Relations* a été mandatée pour élaborer une nouvelle image de Coca-Cola en Inde. Toutefois, le problème ne sera pas résolu par un effort de communication. Coca-Cola doit répondre de l'entier des dégâts causés et travailler à la recherche de mesures correctives concrètes.

Les revendications du India Resource Center envers Coca-Cola comprennent :

- La cessation définitive des activités de conditionnement à Mejdiganj, Kala Dera et Plachimada ;
- L'assainissement des sols et des eaux pollués avec dédommagement pour les populations concernées ;
- Une prise de responsabilité par rapport aux dommages possibles causés sur le long terme par ses déchets toxiques ou par les pesticides contenus dans ses boissons.

## Informations supplémentaires et liens :

- [www.IndiaResource.org](http://www.IndiaResource.org)
- [www.csindia.org](http://www.csindia.org)
- <http://parliamentofindia.nic.in/ls/jpc/jpc-prsfb.htm>

# Dalhoff Larsen & Horneman

Siège principal :	Høje Taastrup, Danemark
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	DKK 5 milliards/DKK 132 millions
Secteur :	Bois et produits en bois
Propriétaire(s) :	Entreprise en main danoise, cotée à la bourse de Copenhague
Nb. d'employés :	1700 personnes
CEO :	Jørgen Møller-Rasmussen
Participant au WEF 2006 :	officiellement pas inscrit
Proposé pour le Public Eye Award par :	Nepenthes, Danemark

## Résumé

Le groupe Dalhoff Larsen & Horneman (DLH), première entreprise de bois de construction et de consommation au monde, est montré du doigt par l'organisation danoise pour l'environnement Nepenthes en raison de ses pratiques commerciales inacceptables.

L'entreprise achète son bois à des fournisseurs qui opèrent des déboisements destructeurs, soutiennent des conflits violents, utilise le travail forcé, et violent les lois nationales et des droits de l'homme. Nepenthes demande à D&H que la provenance de son bois soit contrôlée par une instance indépendante.

## Etat actuel

DLH a entre temps cessé de se fournir dans certains pays particulièrement problématiques. Pourtant, l'entreprise continue d'acheter du bois dans d'autres pays comme le Myanmar ou le Brésil, à des fournisseurs précédemment condamnés pour travail forcé ou commerce illégal du bois. Malgré ses aveux, DLH ne montre que peu d'intérêt réel à faire contrôler la provenance et la légalité de ses produits par une instance tierce.

Nepenthes possède une action de DLH et a demandé, lors de l'assemblée générale en avril 2005 que l'entreprise prenne les mesures nécessaires jusqu'en 2010 afin d'éviter tout commerce de bois illégal. Mais le Conseil d'administration a obtenu que les actionnaires refusent cette proposition.

Nepenthes demande un contrôle indépendant par une tierce partie de l'origine du bois. DHL estime qu'il est trop tôt pour entrer en matière sur une telle revendication.

## Informations complémentaires et liens :

- [www.nepenthes.dk](http://www.nepenthes.dk)
- [www.greenpeace.org/raw/content/international/press/reports/dlh-a-partner-in-global-forest.pdf](http://www.greenpeace.org/raw/content/international/press/reports/dlh-a-partner-in-global-forest.pdf)
- [www.globalwitness.org/reports/index.php?section=burma](http://www.globalwitness.org/reports/index.php?section=burma)
- [www.panda.org/downloads/forests/finalscalegloballoggingworldwide.doc](http://www.panda.org/downloads/forests/finalscalegloballoggingworldwide.doc)

# GUNNS Ltd

Siège principal :	Launceston, Tasmanien (Australien)
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	AU\$ 6.7 milliards/AU\$ 105 millions
Secteur :	Bois
Propriétaire(s) :	Gunns Pty Limited
Nb. d'employés :	information non disponible
CEO :	John Gay
Participant au WEF 2006 :	officiellement pas inscrit
Proposé pour le Public Eye Award par :	Milieudefensie Amstelveen, Hollande

## Résumé

Milieudefensie Amstelveen accuse le plus grand exportateur mondial de copeaux de bois dur, l'entreprise australienne Gunns, de détruire les « Old-Growth Forrests » de Tasmanie. En dépit du fait qu'une majorité d'Australiens souhaite une protection de l'héritage naturel de la Tasmanie, l'entreprise exploite des forêts ancestrales pour leur bois. Dans le but de faire taire ces critiques, Gunns a porté plainte contre 20 activistes qui s'opposent à la destruction de ces forêts. Milieudefensie Amstelveen demande à Gunns de stopper le déboisement de la forêt primaire de Tasmanie et de retirer ses plaintes à l'encontre des activistes.

## Etat actuel

Le procès contre la « Gunns20 » est toujours en cours. Des accusés et d'autres activistes parcourent en ce moment l'Australie (Tour pour les forêts nationales et la liberté d'expression). Ils informent sur leur expérience dans l'engagement pour la protection des forêts et sur le procès en cours.

Ce que Milieudefensie Amstelveen demande à Gunns :

- Renoncer à la plainte contre les « Gunns20 » et respecter le Tour pour la liberté de parole ;
- Cesser la déforestation de la forêt primaire de Tasmanie ;
- Renoncer à ses projets de construction d'une nouvelle fabrique de cellulose qui menacerait les forêts de Tasmanie encore existantes.

## Informations supplémentaires et liens :

- [www.gunns20.org](http://www.gunns20.org)
- [www.wilderness.org.au](http://www.wilderness.org.au)

# Karachaganak Petroleum Operating, B.V.

Siège principal :	Aksai, Kasachstan
Chiffre d'affaires/bénéfice:	information pas disponible
Secteur :	Pétrole et gaz
Propriétaire(s) :	Chevron Corp. (20%), ENI/Agip (32,5%), British Gas (32,5%), LUKOIL (15%)
Nb. d'employés :	information pas disponible
CEO :	Paulo Campelli
Participant au WEF 2006 :	officiellement non inscrit
Proposé pour le Public Eye Award par :	Crude Accountability, USA

## Résumé

La Karachaganak Petroleum Operating (KPO) continue d'exploiter le pétrole et le gaz polluant l'atmosphère à un degré tel que les habitants de plusieurs communes autour du site d'exploitation de Karachaganak font face à de graves problèmes de santé. Selon Crude Accountability, non seulement KPO porte atteinte aux humains et à l'environnement, mais elle refuse également de rendre compte des effets de ses activités sur l'environnement. Toujours selon Crude Accountability, KPO devrait s'en tenir, pour son extraction de pétrole et de gaz, aux normes environnementales légales.

## Etat actuel

En 2004, des habitants de Berezovka se sont plaints du comportement de KPO en ce qui concerne l'environnement et les conditions sociales, auprès du bureau des plaintes de la International Finance Corporation (IFC). La IFC, qui fait partie du groupe de la Banque Mondiale, avait accordé en 2002 à la KPO (par LUKOIL) un crédit de plus de US\$150 millions. La plainte a été acceptée et le bureau des plaintes a recommandé à la KPO d'apporter une amélioration dans la transparence et l'accès à l'information au sujet de sa politique environnementale. La KPO n'a réagi ni à ces recommandations, ni à une lettre du groupe d'initiative de Berezovka qui demandait la mise en oeuvre des recommandations formulées par le bureau des plaintes. Crude Accountability exige de la KPO :

- La mise en oeuvre des recommandations émises par le bureau des plaintes ;
- Un dialogue ouvert avec les communautés villageoises touchées ;
- Une politique d'entreprise qui tienne compte des préoccupations de la population ;
- Des dédommagements et, au cas où les habitants de Berezovka le souhaiteraient, le financement de leur déménagement ;
- Une exploitation du pétrole et du gaz qui respecte les lois sur l'environnement.

## Informations supplémentaires et liens :

- [www.crudeaccountability.org/eng/headlines/kpress/kpress.htm](http://www.crudeaccountability.org/eng/headlines/kpress/kpress.htm)
- [www.kpo.kz](http://www.kpo.kz)

# Vattenfall Europe

Siège principal :	Berlin
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	€ 10,7 milliards / € 264 millions
Secteur :	Energie
Propriétaire(s) :	SA cotée en bourse
Nb. d'employés :	2004 : 17'813 personnes
CEO :	Klaus Rauscher
Participant au WEF 2006 :	oui
Proposé pour le Public Eye Award par :	Groupe d'initiative « Freunde von Lacoma » (les Amis de Lacoma), Cottbus, Allemagne

## Résumé

Avec son projet de mine de charbon à ciel ouvert, Vattenfall Europe met en péril la région marécageuse de Lacoma, une des zones agricoles les plus précieuses du Brandebourg. Une mine de charbon à ciel ouvert dans cette région menace la réserve naturelle qui s'y trouve, est hautement irresponsable du point de vue climatique et détruit des zones habitées. Le groupe d'initiative « Freunde von Lacoma » demande à Vattenfall Europe de fermer la mine proche de la région et de renoncer à la mise en exploitation de nouvelles mines à de charbon.

## Etat actuel

Si la procédure en cours d'aménagement du territoire se termine comme prévu, la zone marécageuse de Lacoma risque de faire bientôt partie du passé. C'est pourquoi le groupe d'initiative « Freunde von Lacoma » exhorte Vattenfall Europe à :

- Ne pas poursuivre son projet de mine à ciel ouvert « Cottus-Nord » et ainsi permettre la conservation de la zone marécageuse de Lacoma ;
- Renoncer à mettre sur pied de nouvelles mines à ciel ouvert ;
- Investir davantage dans les énergies renouvelables.

## Informations supplémentaires et liens :

- [www.lacoma-bleibt.de](http://www.lacoma-bleibt.de)

# Tesco plc

Siège principal :	Hertfordshire.UK
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004 :	£ 33.6 milliards/£ 1.7 milliards
Secteur :	Supermarchés, <b>commerce de détail</b>
Propriétaire(s) :	SA cotée en bourse
Nb. d'employés :	2004 : 247'000 personnes
CEO :	Terry Leahy
Participant au WEF 2006 :	oui
Proposé pour le Public Eye Award par :	Friends of the Earth England, Wales and Northern Ireland (FoE EWNI) et WALHI (FoE Indonesia)

## Résumé

En se fournissant de manière irresponsable d'huile de palme, la chaîne de supermarchés Tesco contribue à accélérer le déboisement de la forêt tropicale du Sud-Est asiatique. Le remplacement de la forêt vierge par des plantations de palmes détruit la dernière zone d'habitat existante de l'orang-outan. Tesco achète de grosses quantités d'huile de palme pour la fabrication de plus de 1000 de ses produits. Bien que l'entreprise soit tout à fait consciente du lien entre les plantations et la destruction de la forêt tropicale, elle n'entreprend rien pour y mettre fin.

Friends of the Earth demande à Tesco de ne plus acheter d'huile de palme provenant de plantations causant la destruction de la forêt tropicale, la violation des droits humains.

## Etat actuel

Tesco, en tant que supermarché le plus grand d'Angleterre, devrait jouer un rôle moteur dans la promotion de l'huile de palme produite dans le respect de l'environnement. Des expériences précédentes ont montré que l'entreprise, est en mesure, lorsqu'elle le souhaite, d'obtenir de l'huile de palme produite écologiquement. Malheureusement, Tesco n'a jusqu'à présent pas fait preuve d'un grand engagement. Tesco a refusé de participer une table ronde sur l'huile de palme, faisant savoir qu'elle serait prête s'engager activement à partir du moment où « les faits seraient clairs et sa participation nécessaire et utile ».

Friends of the Earth England, Wales and northern Ireland exige de Tesco :

- Qu'elle connaisse avec précision l'origine de son huile de palme ;
- Qu'elle cesse l'achat d'huile de palme provenant de plantations causant la destruction de la forêt vierge, violant de droits humains et de l'extermination d'espèces animales ;
- Qu'elle participe à la table ronde sur l'huile de palme produite écologiquement.

## Informations supplémentaires et liens :

- [www.foe.co.uk/resource/reports/oil\\_for\\_ape\\_summary.pdf](http://www.foe.co.uk/resource/reports/oil_for_ape_summary.pdf)
- [www.foe.co.uk/resource/briefings/the\\_tesco\\_takeover.pdf](http://www.foe.co.uk/resource/briefings/the_tesco_takeover.pdf)

# Novartis International, Ciba Speciality Chemicals, Syngenta International

Sièges principaux:	Bâle, Suisse
Chiffre d'affaires/bénéfice 2004:	<i>Novartis</i> : US\$ 28 milliards/ US\$ 5.7 milliards, <i>Ciba SC</i> : CHF 7 milliards / CHF 311 millions, <i>Syngenta</i> : US\$ 7,2 milliards / US\$ 762 millions
Secteur :	Industrie pharmaceutique, chimique, agroalimentaire
Propriétaire(s) :	SA cotées en bourse
Nb. d'employés (2004) :	<i>Novartis</i> : 81'392 personnes, <i>Ciba SC</i> : 19'338 personnes, <i>Syngenta</i> : 19'500 personnes
CEO :	<i>Novartis</i> : Daniel Vasella, <i>Ciba SC</i> : Armin Meyer, <i>Syngenta</i> : Heinz Imhof
Participant au WEF 2006:	<i>Novartis</i> : oui, <i>Ciba SC</i> : oui, <i>Syngenta</i> : officiellement pas inscrit
Proposé pour le Public Eye Award par :	Greenpeace Suisse

## Résumé

Les industriels suisses de la chimie Novartis, Ciba SC et Syngenta ont été proposés à cause de leur gestion irresponsable de résidus toxiques. Leurs dépôts de déchets chimiques dans la région bâloise (CH, F, D) et à Bonfol (CH) ont des pertes et polluent les eaux souterraines. Greenpeace Suisse estime que même de la dioxine toxique, produite dans les années 1950 et 1960, se trouve aujourd'hui encore dans des dépôts de déchets spéciaux, mettant en péril l'homme et l'environnement. Greenpeace demande à Novartis, Ciba SC et Syngenta l'assainissement total de ces dépôts dans le respect des normes de sécurité les plus hautes.

## Etat actuel

Le 8 décembre 2005, le gouvernement du Jura et la **Basler Chemische Industrie** (BCI) ont présenté les conditions légales nécessaires à la poursuite de l'assainissement du réservoir de déchets spéciaux de Bonfol. Ce projet avait été bloqué durant plus d'un an à cause de divergences sur le financement de l'assainissement et des problèmes techniques.

Greenpeace demande à Novartis, Ciba SC et Syngenta :

- Un assainissement total du réservoir de Bonfol et de ceux situés autour de Bâle selon le principe « pollueur - payeur » et dans le respect des normes de sécurité les plus hautes, accompagné d'un planning contraignant ;
- La garantie d'une transparence totale et de contrôles externes effectués par des experts indépendants durant le processus d'assainissement ;
- La transmission des expériences acquises durant ce processus, afin qu'elles servent de modèle pour d'autres travaux d'assainissements.

## Informations supplémentaires et liens :

- <http://info.greenpeace.ch/de/chemie/index>